

DEPARTEMENT DU  
NORD

\*\*\*\*\*

CANTON  
**CAUDRY**

COMMUNE  
**SOLESMES**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

**DL/CB**

## **ARRETE MUNICIPAL N° 2020-193**

REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION  
ET PORTANT PERMISSION DE STATIONNEMENT  
RUE G.BOUVIEZ A SOLESMES

**Nous**, Maire de la ville de SOLESMES,

**VU** la demande en date du 23/11/2020 par laquelle Mme GUIRAL sollicite une autorisation de stationnement pour garer une camionnette à hauteur de leur logement situé au n°10, rue G. Bouvies pour un déménagement prévu dans le timing du 02/12/2020 au 05/12/2020,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.4 ;

**VU** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ((livre I - huitième partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes mesure utiles dans l'intérêt de l'ordre public, en vue d'assurer la sécurité des usagers et la commodité d'exécution de ces travaux ;

**VU** l'état des lieux ;

**VU** l'avis des Services Techniques Municipaux.

**ARRETE**

### **ARTICLE 1 : Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

## **ARTICLE 2 : Prescriptions techniques particulières**

La voie publique « rue G. Bouvriez» ne pourra être occupée que conformément aux dispositions suivantes :

### Condition d'occupation du Domaine Public « Stationnement »

Rue G. Bouvriez, le stationnement des véhicules est autorisé en zone exclusivement Chaussée côté impair, dans une amplitude de  $\pm 15$  ml à hauteur du n°10. A ce titre, 2 emplacements VL seront affectés au demandeur.

Ce stationnement ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle indiquée dans le présent arrêté. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS SPECIALES**

Aucun dépôt de matériaux et matériel ne sera autorisé sur le Domaine Public afin de préserver la circulation et la sécurité des piétons.

## **ARTICLE 4 : Sécurité et signalisation de chantier**

➤ Néant

## **ARTICLE 5 : Implantation ouverture de chantier et recollement**

Le stationnement du véhicule est autorisé **dans le timing du 02/12/2020 au 05/12/2020**, comme précisé dans la demande.

## **ARTICLE 6 : Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 7 : Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale **dans le timing du 02/12/2020 au 05/12/2020,**

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de présente autorisation.

**ARTICLE 8 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour du début d'exécution de ces travaux.

**ARTICLE 9 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 10 :** Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 11 :** Monsieur le Maire de la commune de Solesmes, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Solesmes et la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié & affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de Solesmes et dont ampliation sera adressée à :

M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Cambrai,  
M. le Major- Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Solesmes,  
MM les co-Directeurs du C.R.I.R. de VILLENEUVE D'ASCQ,  
M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Nord,  
M. le Commandant du CIS de Solesmes,  
La Police municipale,

**Mme GUIRAL**



